



# Promouvoir l'efficacité énergétique en Europe

Connaissances, expériences et apprentissages fournis par les Plans nationaux d'action en matière d'efficacité énergétique



ENERGY EFFICIENCY WATCH



Photo: Thomas J. Kiefer, Fotolia.de

## Adresse bibliographique

Brochure présentée par le projet EEW (Energy Efficiency Watch)

Coordonné par EUFORES a.i.s.b.l.  
European Forum for Renewable Energy Sources  
Dr. Jan Geiss  
Anne-Dorothe Müller

Basé sur une sélection et l'analyse détaillée des  
Plans nationaux d'actions en matière d'efficacité énergétique  
(PNAEE)

Wuppertal Institut GmbH  
Dr. Ralf Schüle  
Christof Arens  
Vera Höfele

Ecofys Germany GmbH  
Daniel Becker  
Thomas Boermans  
Kjell Bettgenhäuser  
Dr. Jochen Harnisch  
Piotr Jaworski

Wuppertal, Cologne, Berlin, Bruxelles, janvier 2009

### Avis de non-responsabilité

Le contenu de ce rapport n'engage que la responsabilité de son auteur et ne représente pas l'opinion de la Communauté européenne. La Commission européenne n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y figurent.

Graphisme: [www.digitale-gestaltung.de](http://www.digitale-gestaltung.de)



Photo: Van Holsteyn en Kemna, www.whk.nl

## Un étendard commun pour l'efficacité énergétique – Le projet Energy Efficiency Watch

« L'Europe a atteint un stade crucial pour la définition de son avenir énergétique !

Aujourd'hui, l'Europe doit faire face à des hausses des prix du pétrole et du gaz, son approvisionnement énergétique et sa pénurie en ressources énergétiques constituent des menaces, au même titre que les conséquences déjà palpables du changement climatique.

L'efficacité énergétique est le moyen le plus rapide, le plus économique et le plus direct de transformer ces défis en opportunités concrètes. Grâce aux technologies existantes, il est déjà possible de réaliser jusqu'à 30 % d'économies d'énergies. Une meilleure application de l'efficacité énergétique pourrait réduire d'environ 20 % les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE.

Toutefois, les États membres de l'UE n'exploitent pas pour la plupart ces formidables opportunités et ne mettent pas assez clairement en œuvre des mesures d'efficacité énergétique sur le terrain.

En 2006, nous et d'autres membres du Parlement européen et de parlements nationaux, avons créé l'initiative EEW (Energy Efficiency Watch) pour appeler à la promotion de l'efficacité énergétique et du partage des connaissances sur les bonnes pratiques appliquées dans ce domaine en Europe. Le projet EEW, coordonné par EUFORES, constitue la pièce maîtresse de cette initiative et nous sommes heureux d'en présenter ici les résultats.

Nous sommes convaincus que les résultats du projet EEW contribueront de manière significative à une plus grande sensibilisation à l'efficacité énergétique, en améliorant un processus d'apprentissage mutuel entre les États membres de l'UE et à aider l'Europe à atteindre ses objectifs pour 2020 (20 % d'économies d'énergie, 20 % de l'approvisionnement énergétique couvert par l'énergie renouvelable et 20 % de gaz à effet de serre en moins) qui ont été affirmés par les chefs d'État et de gouvernement européens lors du Sommet de mars 2007. »



Mechthild Rothe, membre du Parlement européen, vice-présidente du Parlement européen, présidente d'EUFORES



Claude Turmes, membre du Parlement européen, vice-président d'EUFORES



Fiona Hall, membre du Parlement européen, vice-présidente d'EUFORES



Photo: Taffi, Fotolia.de

## Projet Energy Efficiency Watch

Le projet EEW a pour objectif global de promouvoir l'efficacité énergétique en Europe en analysant les stratégies d'efficacité énergétique nationales des États membres et en soulignant les politiques, les instruments et les activités en matière d'efficacité énergétique considérés comme de bonnes pratiques.

Cette analyse a pour source principale les Plans nationaux d'action en matière d'efficacité énergétique publiés par les États membres de l'UE entre 2007 et 2008. En vertu de la directive relative à l'efficacité énergétique dans les utilisations finales et aux services énergétiques (ESD, 2006/32/CE), les États membres sont invités à définir un objectif de réduction d'une valeur indicative de 9 % pour la consommation énergétique dans les utilisations finales d'ici 2016, afin de fournir des mécanismes, des incitations et des cadres institutionnels, juridiques et financiers permettant d'atteindre cet objectif et de créer les conditions facilitant le développement et la promotion des marchés pour les services énergétiques (Art. 1).

Dans le cadre du projet, les PNAEE des 27 États membres ont été examinés à la lumière des critères formels de la directive ESD et de l'approche politique adoptée par chaque État membre pour prendre en compte les potentiels d'économies d'énergie.

Sur la base des résultats de cet examen, 12 PNAEE ont été sélectionnés (Belgique, Bulgarie, République tchèque, France, Allemagne, Hongrie, Italie, Pologne, Roumanie, Espagne, Suède,

Royaume-Uni) en vue d'une évaluation approfondie. Cette évaluation s'est concentrée sur deux éléments clés des PNAEE, l'analyse de la relation entre les potentiels d'économies d'énergie, l'objectif calculé et les mesures affichées pour atteindre cet objectif, ainsi que sur le caractère innovant des mesures et des éléments contenus dans les PNAEE.

Lors de la procédure d'évaluation, des représentants de l'industrie de l'efficacité énergétique et des ONG ont été impliqués afin de prendre en compte leurs propres vues sur les PNAEE. La procédure d'évaluation a ainsi reposé à la fois sur une analyse scientifique et sur des contributions des parties intéressées.

Les résultats de cette évaluation sont présentés de façon synthétique dans cette brochure. Elle fournira des conseils et une aide pour la révision des PNAEE là où des améliorations pourraient être utiles. L'évaluation du projet EEW des PNAEE s'entend comme une contribution complémentaire et un canal de diffusion en plus des évaluations réalisées par la Commission européenne. Le projet EEW bénéficie du soutien du projet Énergie intelligente – Europe.



ENERGY EFFICIENCY WATCH





Photo: emmi, Fotolia.de

# Rôle des PNAEE pour améliorer l'efficacité énergétique en Europe

Les États membres de l'UE consomment ensemble 17 % de la production énergétique mondiale. Cette consommation dépend essentiellement du niveau de développement industriel et de la taille de la population. La question de la consommation d'énergie est à la fois un défi et une chance :

- La hausse des prix de l'énergie, une dépendance accrue des importations énergétiques et les effets du changement climatique auront un impact négatif si la consommation n'est pas réduite.
- Une mise en œuvre appropriée de stratégies d'efficacité énergétique aboutira à une concurrence internationale plus forte des industries européennes et de nouveaux marchés internationaux verront le jour pour des technologies avancées en matière d'efficacité énergétique et des services énergétiques.

L'efficacité énergétique n'a pas été jusqu'à présent une priorité dans l'agenda politique de nombreux États membres, bien que les potentiels d'économies d'énergie soient considérables. Ce tableau est en train de changer, grâce notamment à des initiatives législatives et des procédures politiques de l'UE.

Pour identifier ces potentiels, tous les secteurs énergétiques dans les utilisations finales doivent être analysés. Les potentiels d'économies globales sont de l'ordre de la moitié de notre consommation actuelle et sont même bien plus élevés que la moyenne dans un certain nombre de pays. Il n'y a donc pas à se pencher bien bas pour récolter ces fruits.

Bien que les PNAEE présentent des structures et des niveaux d'informations très hétérogènes, ils permettent des comparaisons internationales et la transparence des mesures. Alors qu'elles traduisent les conditions et l'expérience spécifiques des politiques en matière d'efficacité énergétique menées dans les anciens et les nouveaux États membres, des approches innovantes et de bonnes

pratiques destinées à soutenir les potentiels d'économies d'énergie sont mises en évidence comme suit :

- 1) Parce qu'elles sont complètes ou qu'elles associent plusieurs types de mesures dans différents secteurs (informations et financement confondus)
- 2) Parce qu'elles représentent une « nouvelle » approche ou une approche appropriée tenant compte des économies d'énergie dans un secteur (comme la dynamisation des normes, des approches fondées sur le marché, des marchés publics 100 % durables)
- 3) Parce qu'elles impliquent spécifiquement des parties intéressées dans des politiques nationales en matière d'efficacité énergétique (p. ex., des accords volontaires avec l'industrie)

Tout comme les plans, les PNAEE englobent toutefois des mesures déjà mises en œuvre et des mesures qui le seront uniquement à l'avenir. Un débat critique au sein des États membres, ainsi que la poursuite de leurs efforts, sont nécessaires pour que ces politiques soient mises en œuvre comme cela a été annoncé dans les plans.

## Estimations hautes et basses des potentiels d'économies d'énergie dans l'UE par secteur en million de tep

Source : ESD Potential Study

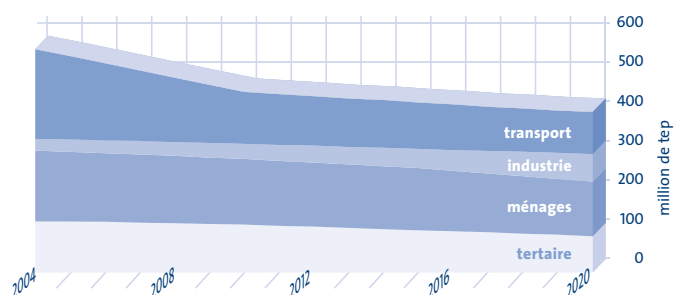




Photo: Lidy Foot, Fotolia.de

## Exemples de bonnes pratiques décrits dans les PNAEE

### Apport d'informations de base

L'un des principaux obstacles à l'efficacité énergétique est le manque de connaissances (sur les équipements et comportements éco-énergétiques) parmi les ménages, les entreprises ou les autorités publiques. Par conséquent, une stratégie fondamentale consiste à apporter concrètement à chaque groupe cible des informations pré-

cises. Selon la directive ESD, les États membres jouent un rôle important dans cet apport d'informations. De nombreux États membres, tels que l'Autriche, la Bulgarie, Chypre, l'Allemagne, la Roumanie et le Royaume-Uni ont donc annoncé ou déjà initié des campagnes d'information et de constitution de réseaux intersectorielles.

#### Bonnes pratiques:

Lancée en Autriche, la campagne **klima:aktiv** s'inscrit dans la stratégie nationale de lutte contre le réchauffement climatique. Elle vise à soutenir des programmes politiques et des mesures sectorielles déjà en place grâce à des opérations d'information, de communication, de constitution de réseaux et de conseils. Klima:aktiv comprend 21 programmes portant sur l'efficacité énergétique des bâtiments et des équipements, l'utilisation de l'énergie renouvelable et la gestion de la mobilité. Son large champ d'application s'articule autour de deux lignes générales :

- Approche traditionnelle : informations de base et premiers conseils destinés aux ménages particuliers, aux administrations publiques et aux entreprises.
- Approche communicative innovante : implication des décideurs, des producteurs et des entreprises ayant une influence pertinente sur des décisions en matière d'investissement, tels que des maîtres d'œuvre, des plombiers, des promoteurs immobiliers et des dirigeants d'entreprise et des fournisseurs.

En encourageant les technologies et des comportements éco-énergétiques, et en mettant l'accent sur l'assurance qualité et la définition de normes reposant sur des réseaux, klima:aktiv est à ce titre une campagne d'information exemplaire en Europe (<http://www.klimaaktiv.at>).

#### Bonnes pratiques:

En Irlande, la campagne **Power of One** essentiellement sur l'éducation et la communication. Ses objectifs sont :

- Sensibilisation aux types et aux sources d'énergie, à leurs coûts et à leurs impacts sur l'environnement
- Information du consommateur sur l'impact de l'utilisation d'une énergie inefficace en termes de coûts et d'environnement
- Responsabilité individuelle et changements mineurs dans le comportement quotidien

La présentation d'exemples représente une approche innovante : Dans le projet « Power of One Street », l'efficacité énergétique de huit familles d'horizons géographiques et sociaux différents a fait l'objet d'un suivi. Chaque mois, un défi était proposé aux participants afin qu'ils améliorent leur efficacité énergétique. Les économies mesurées ont été annoncées aux médias. L'initiative « Power of One at Work » est un autre sous-programme qui encourage les employeurs et leur personnel à être plus éco-énergétiques sur leur lieu de travail. Cette initiative a permis de concevoir une campagne publicitaire, un site Internet et une boîte à outils pour la mise en œuvre d'une campagne de sensibilisation, afin de donner des conseils de base sur l'efficacité énergétique aux employés, aux propriétaires et aux dirigeants d'entreprises. (<http://www.powerofone.ie>)



Photo: Tortenboxer, Fotolia.de

## Audits énergétiques : Générer des données robustes pour engager des actions en matière d'efficacité énergétique

Photo: wallart, Fotolia.de



Les audits énergétiques, surtout lorsqu'ils sont complétés par des services de conseil, jouent un rôle de premier plan dans le soutien des décisions d'investissement. Dans le secteur de la construction, par exemple, qui est le secteur le plus important dans ce contexte, les audits fournissent les informations énergétiques et la base de données nécessaires aux investissements en matière d'efficacité énergétique.

Grâce à ces audits, des investisseurs dans différents secteurs qui ont un réel besoin de données et d'informations indépendantes, sont mis en contact avec des consultants certifiés qui analysent de façon complète l'objet à moderniser. Les audits représentent en outre une porte d'accès importante pour les investisseurs qui pourraient alors envisager d'autres activités et des investissements destinés à réaliser des économies d'énergie au-delà de la norme.

Les certificats de performance énergétique pour tous les bâtiments (construits, vendus ou mis en location) sont devenus obligatoires en vertu de la directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments (EPBD). Les États membres expriment en outre pour la plupart le besoin d'une base de données fiable dans leur PNAEE en subventionnant des audits énergétiques volontaires, notamment dans le secteur de la construction (Autriche, Belgique, République tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Irlande, Pays-Bas et Royaume-Uni). Des audits énergétiques sont même parfois obligatoires (ou le seront à l'avenir) pour d'importants consommateurs d'énergie (comme en Bulgarie) ou pour des entreprises et des investisseurs privés qui sollicitent des subventions ou des prêts à faibles taux d'intérêt (comme en Autriche et en Allemagne). En Finlande, des audits énergétiques subventionnés pour des bâtiments de services privés constituaient un élément obligatoire dans les accords sur les économies d'énergie conclus en 1999.